

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

N° 6.06 /2022

Séance du 28 juin 2022

Régulièrement convoquée le 17 juin 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 28 juin à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Karim BENSID-AHMED, M. Pascal BEYNET, Annick BONNET (suppléante de M. Hervé ANDEOL), Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (jusqu'à la délibération 5.01 inclus), M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, M. Fermin CARRERA, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Laurent CHAUVEAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Julien DUVOID, Mme Christel FALCONE, Mme Marie-Josée GAUBERT (suppléante de M. Alain DORLHIAC), Mme Cécile GILLET, Mme Corinne HERAUDEAU, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Laurent LANFRAY, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Cyril MANIN (à partir de la délibération 2.16), Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOUAR, Mme Florence MERLET, M. Karim OUMEDDOUR, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : Mme Françoise CAPMAL (pouvoir à Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), M. Julien DECORTE (pouvoir à Mme Émeline MEHUKAJ), M. Jean-Frédéric FABERT (pouvoir à M. Fermin CARRERA), Mme Marielle FIGUET (pouvoir à M. Éric PHELIPPEAU), M. Jacky GOUTIN (pouvoir à M. Julien DUVOID), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à Mme Fabienne MENOUAR), M. Chérif HEROUM (pouvoir à M. Jacques ROCCI), M. Philippe LHOTTELLIER (pouvoir à Mme Anne BELLE), Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir à M. Cyril MANIN), Mme Sandrine MOURIER (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à V. ARNAVON), M. Dorian PLUMEL (pouvoir M. Laurent CHAUVEAU).

EXCUSÉS : Mme Josiane DUMAS.

ABSENTS : Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (à partir de la délibération 5.02), M. Cyril MANIN (jusqu'à la délibération 2.15 inclus), M. Norbert GRAVES, Mme Danièle JALAT, Mme Sandrine MAGNETTE, Mme Maryline ROISSAC, Mme Demet YEDILI.

Secrétaire de séance : Mme Aurore DESRAYAUD

**6.06 - COMMUNE DE MONTÉLIMAR - CONVENTION POUR LA MISE EN
OEUVRE DE L'OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE
L'HABITAT - RENOUVELLEMENT URBAIN DU CENTRE HISTORIQUE**

Monsieur Fermi CARRERA, Vice-président, rapporteur expose à l'assemblée :

La Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération, compétente en matière d'habitat, s'est engagée aux côtés de la Ville de Montélimar dans une

Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH-RU), dans le cadre de la convention-cadre « action Cœur de Ville » signée le 25 septembre 2018, homologuée « Opération de Revitalisation Urbaine (ORT) par arrêté préfectoral du 14 janvier 2020 ».

Cette démarche a ainsi alimenté l'axe 1 du programme d'actions Cœur de ville « De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville » et répondu à la fiche action FA3 de cet axe.

Une étude pré-opérationnelle a ainsi été menée de fin 2019 à fin 2021. Elle a permis de :

- définir la nature et l'articulation des outils à mettre en œuvre (intervention publique sur certains îlots, opération coercitive de restauration immobilière sur des bâtis ciblés, accompagnement au ravalement de façades, aides Ma Prime Renov...) ainsi que le périmètre opérationnel pertinent au regard de la typologie du centre historique et de ses enjeux (calé globalement sur le périmètre ORT en excluant le secteur de l'ancienne caserne, du jardin public et de la gare) ;
- proposer un calibrage détaillé des objectifs quantitatifs et qualitatifs de l'opération, ainsi que l'ensemble des moyens humains et financiers à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs, y compris le cadre partenarial.

Un objectif ambitieux a ainsi été déterminé, pour la période 2022-2027, avec la volonté d'intervenir notamment sur 292 logements aidés, dont 63 logements occupés par leur propriétaire (52 éligibles à l'ANAH et 11 éligibles au Prêt à Taux zéro), 110 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés et 119 logements en copropriété aidés en « aides au syndicat ». Ainsi, l'OPAH devrait permettre notamment de traiter 100 logements indignes ou très dégradés, rénover sur le seul plan énergétique 36 autres logements, rénover 100 façades...

Pour ce faire, des moyens importants sont à mobiliser pour aider les propriétaires à engager ces travaux nécessaires au changement d'image, à l'appropriation du centre-ville par de nouveaux habitants, à une attractivité renforcée. Ainsi, plusieurs partenaires s'engagent au côté de la Ville et de Montélimar-Agglomération : l'ANAH prévoit de verser environ 5 400 000 € d'aides, le Département de la Drôme consacre environ 728 000 € d'aides qui viendront compléter les 710 000 € environ prévus par la Ville de Montélimar et les 1 655 000 € environ apportés par Montélimar-Agglomération. Concernant particulièrement Montélimar-Agglomération, la somme prévue englobe 1 197 000 € pour les aides aux travaux, 435 000 € d'ingénierie pour l'animation du dispositif et 23 000 € d'études préalables à une démarche coercitive de restructuration urbaine qui reste à mener. A noter également, l'engagement d'Action Logement (déjà formalisé par une convention avec la Ville de Montélimar), de Procivis Vallée du Rhône avec l'octroi possible de prêts sans intérêt pour les ménages modestes, propriétaires occupants ou en accession sociale, ou encore de l'UDAP (Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine) en lien avec les façades de bâtiments remarquables et de la Fondation du Patrimoine en lien avec le Site Patrimonial Remarquable dès qu'il sera opposable.

De façon à assurer le pilotage, la coordination, l'animation, le financement des différentes aides à la rénovation, le suivi du dispositif et la communication sur cette action, l'établissement d'une convention est nécessaire. Elle reprend entre autres les objectifs à atteindre, précise le rôle de chacun et les missions du prestataire qui accompagnera Montélimar-Agglomération dans l'animation.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et L.5211-9,

Vu la Convention Cadre Pluriannuelle, dans le cadre du dispositif national Action Cœur de Ville, signée le 25 octobre 2018 et son avenant n°1,
Vu l'Arrêté préfectoral n° 26-2020-01.14-007 du 14 janvier 2020 portant homologation de la Convention Cadre en Opération de Revitalisation du Territoire de la Ville de Montélimar,
Vu le Programme Local de l'Habitat 2022-2027 adopté en conseil communautaire du 09 mars 2022,
Vu l'étude pré-opérationnelle à l'OPAH-RU sur le centre historique de Montélimar,
Vu les avis de la Commission Locale de l'Habitat et du délégué de l'ANAH dans la Région sur le projet de convention d'OPAH-RU,
Vu la mise à disposition du public du projet de convention d'OPAH-RU du 02 mai 2022 au 03 juin 2022 inclus, conformément à l'article L. 303-1 du code de la construction et de l'habitation,
Vu la convention d'OPAH-RU pour le centre historique de Montélimar finalisée, ci-annexée,

Après avoir entendu l'exposé précédent,
Après en avoir délibéré,

D'APPROUVER les termes de la présente convention partenariale pour la mise en œuvre opérationnelle de l'OPAH-RU sur le centre historique de Montélimar,

DE PRENDRE ACTE des engagements respectifs de l'ANAH, du Département de la Drôme, de Procivis, d'Action Logement, de l'UDAP, de la Fondation du Patrimoine, de la Ville de Montélimar et de la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération,

DE DIRE que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à cette convention sont inscrits sur les exercices 2022 et suivants,

DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

(Ne prennent pas part au vote M. É. PHÉLIPPEAU, Mme É. MEHUKAJ, M. K. OUMEDDOUR, Mme M. FIGUET (conseillers départementaux) et M. J. CORNILLET (conseiller régional)).

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus
Ont signé le Président et le Secrétaire de séance,
Suivent les signatures

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 04 juillet 2022.

Le Président

Julien CORNILLET